



## ÉTABLISSEMENT

**Nîmes Métropole (30)**  
Colisée 2  
1 rue du Colisée, 1er étage  
30947 Nîmes Cedex 9

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA  
CONCURRENCE**

SERVICES

**Section 1 : Identification de l'acheteur**

**Nom complet de l'acheteur :** Nîmes Métropole (30)

**Numéro national d'identification :**

Type : SIRET - N° : 24300064300045

**Code postal / Ville :** 30947 Nîmes Cedex 9

**Groupement de commandes :** Non

**Section 2 : Communication**

**Moyens d'accès aux documents de la consultation**

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Identifiant interne de la consultation :** 22I006FA

**L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** Direction de la commande publique - Tél : +33 434035700 - Mail : [commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr](mailto:commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr)

**Section 3 : Procédure**

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant

Ou, en cas de candidature classique :

Lettre de candidature :

Remplir le formulaire DC1 mis à jour le 1er avril 2019 ou utiliser un format libre ;

Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance) ;

Déclarations sur l'honneur :

Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 mis à jour le 1er avril 2019 ou utiliser un format libre) ;

Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance).

Capacité économique et financière : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant

Ou, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 mis à jour le 1er avril 2019). Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Capacités techniques et professionnelles : Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité technique et professionnelle sont les suivants :

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services (Etudes) de même nature que celle du contrat (CV) ;

Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;  
Liste des principaux services/ études fourni(e)s au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Cette liste comprendra notamment une liste de références pour des prestations/études d'importance équivalente en termes de montant des travaux et de typologie (station d'épuration, réseaux de transport des eaux usées).

Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale. Il n'est pas exigé que chaque

membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

**Technique d'achat :** Sans objet

**Date et heure limite de réception des plis :** Mercredi 12 octobre 2022 - 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique :** Interdite

**Réduction du nombre de candidats :** Non

**Possibilité d'attribution sans négociation :** Oui

**L'acheteur exige la présentation de variantes :** Non

**Critères d'attribution :** Les critères d'attribution sont définis dans le règlement de la consultation.

## **Section 4 : Identification du marché**

**Intitulé du marché :** Etude de définition pour la restructuration des systèmes d'assainissement des communes de la Rouvière, Montignargues, Saint-Génies-de-Malgoires et Sauzet

**Classification CPV :** 71300000

**Type de marché :** Services

**Description succincte du marché :** Dans le cadre de cette consultation, la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole agit en tant que entité adjudicatrice.

L'acheteur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : le marché ne fait pas l'objet de prestations distinctes.

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application de prix mixtes;

L'étude fait l'objet d'un prix global et forfaitaire.

Le marché comporte également des prestations qui pourront être commandées suite à l'émission de bons de commande. Cette partie à bons de commande ne concerne que des réunions avec le maître d'ouvrage, hors autres réunions prévues dans le prix global et forfaitaire de l'étude, conformément aux prescriptions du CCTP.

Ces prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande passé en application des articles L2125-1-1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4-2° du même code, il est conclu sans minimum mais avec un maximum en valeur (15 000 euros HT), avec un opérateur économique.

Le marché n'est pas reconductible.

L'étude est répartie en trois phases ("Eléments de mission"), détaillées dans le DCE.

Le délai global d'exécution de l'étude commence à la date de notification du marché au titulaire, et s'achève après réception de la totalité des documents d'étude dûment validés par le maître d'ouvrage.

Le délai global d'exécution de l'étude est fixé à 1 an à compter de la date de notification du marché au titulaire ; cependant, la durée prévisionnelle du présent marché est fixée à 3 ans afin de pallier les aléas temporels.

Le planning de l'étude est annexé au CCTP.

**Lieu principal d'exécution :** Territoire de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole

**Durée du marché (en mois) :** 36

**La consultation comporte des tranches :** Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché :** Non

**Marché alloti :** Non

## **Section 6 : Informations complémentaires**

**Visite obligatoire :** Non

**Autres informations complémentaires :**

En cas de groupement conjoint titulaire du marché, l'acheteur public impose pour l'exécution que le mandataire soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R. 2124-24, alinéa II du Code de la Commande Publique.

Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>.

Conditions de remise des offres ou des candidatures : l'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis selon les dispositions indiquées dans le règlement

de la consultation.

Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27.